**PROCES-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

SEANCE ORDINAIRE DU VENDREDI 18 JUIN 2010

Par suite d'une convocation en date du **9 juin 2010**, les membres composant le conseil municipal de la Commune des AVIRONS se sont réunis à la Mairie le **vendredi dix huit juin deux mille dix, à dix huit heures**, sous la présidence de **Monsieur Michel DENNEMONT, Maire** de la Commune.

La convocation comportant l'ordre du jour a été affichée le **9 juin 2010**.

Il a été procédé à l'appel nominal des conseillers.

Présents : M. MONDON René - Mme BAILLIF Line Rose - M. DENNEMONT Jean Daniel - Mme ZETTOR Jacqueline - M. LESQUELIN Jean Hugues – Mme LUCAS Roseline - M. ESCHYLE Gilles – Mme MEZINO Sylvaine - M. BENARD Alex – Mme HEBERT Monique - Mme MARCHAND Gladys - Mme LAMOLY Viviane - M. SERMANDE Jean Pierre - Mme RIVIERE Suzette - Mme JULLIEN Marie Josée - Mlle ROMAINSTAL Géraldine - Mme CADAS Isabelle - Mme BARET Liliane - M. BADER Ricardot - M. CLOTAGATIDE Vincent - Mme CADERBY Colette - M. GRONDIN Jacki - M. REMY Michel - Mme BETON Fernande.

Absent : M. FERRERE Eric.

Procuration : **M. RIVIERE Lucien** a donné mandat à M. MONDON René - **M. FRINGUE Mickaël** a donné mandat à Mme MARCHAND Gladys - **RIVIERE Raphaël** a donné mandat à Mme BAILLIF Line.

Le Maire a constaté le quorum.

Il a ensuite procédé, conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à la désignation d'un secrétaire de séance pris au sein du conseil.

Le conseil municipal, à l'unanimité, a désigné **Monsieur CLOTAGATIDE Vincent** pour remplir les fonctions de secrétaire.

.../...

Les affaires suivantes étaient portées à l'ordre du jour :

Affaire n° 1 : Compte-rendu des décisions

Adoption du procès-verbal de la séance du 19 mars 2010

Affaire n° 2 : Adoption des Comptes Administratifs du Maire pour l'exercice 2009

- Compte principal
- Compte annexe de l'eau potable
- Compte annexe de l'assainissement
- Compte annexe de la régie funéraire
- Compte annexe du SPANC

Affaire n° 3 : Comptes de gestion de l'exercice 2009

- Compte principal
- Compte annexe du service de l'eau potable
- Compte annexe de l'assainissement
- Compte annexe de la régie funéraire
- Compte annexe du SPANC

Affaire n° 4 : Budget principal – Affectation de résultat

Affaire n° 5 : Budget annexe de l'eau potable – Affectation de résultat

Affaire n° 6 : Budget annexe de l'assainissement collectif – Affectation de résultat

Affaire n° 7 : Budget annexe de l'assainissement non collectif (SPANC) – Affectation de résultat

Affaire n° 8 : Eau potable – Présentation du rapport annuel 2009

Affaire n° 9 : Assainissement des eaux usées – Présentation du rapport annuel 2009

Affaire n° 10 : Bilan des acquisitions et cessions immobilières 2009

Affaire n° 11 : Formation des élus locaux – Débat annuel 2009

Affaire n° 12 : CIVIS

- Désignation des délégués de la Commune

Affaire n° 13 : CIVIS – Compétence « Action Sociale »

- Approbation de la modification statutaire

Affaire n° 14 : CIVIS

- Convention pour l'organisation et l'exécution du service Transport périscolaire

Affaire n° 15 : Marchés publics

Guide de procédure interne

Affaire n° 16 : DGE 2010 - Acquisition d'un camion
- Approbation du plan de financement

Affaire n° 17 : Création de la Médiathèque
Fonds Exceptionnel d'Investissement 2010
- Approbation du plan de financement

Affaire n° 18 : Budget Ville 2010
- Décision modificative n° 1

Affaire n° 19 : Personnel communal
- Modification du tableau des effectifs

Affaire n° 20 : Régime indemnitaire
- Mise en place de la Prime de Service et de Rendement

Affaire n° 21 : A.E.U. – STEP de Bois de Nèfles
- Approbation de la convention d'utilisation des ouvrages communs
- Autorisation de signature

Affaire n° 22 : Mise à la réforme de véhicules communaux

Affaire n° 23 : Information du conseil municipal dans le cadre de sa délégation de pouvoirs au Maire

& &
&

AFFAIRE N° 1 / **Compte-rendu des décisions**
- **Adoption du procès-verbal de la séance du 19 mars 2010**

Le Maire a rappelé l'article **L.2121-23 du CGCT** qui stipule que les délibérations du conseil municipal sont signées par tous les membres présents à la séance.

Le règlement intérieur du conseil prévoit dans ce cadre que chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement.

Le procès-verbal de la séance du **19 mars 2010** a été transmis aux élus.

Invité à se prononcer, le conseil municipal, à **l'unanimité**, a adopté le contenu du **procès-verbal de la séance du 19 mars 2010**.

& &
&

.../...

AFFAIRE N° 2 / Adoption des Comptes Administratifs du Maire pour l'exercice 2009

- **Compte principal**
- **Compte annexe de l'eau potable**
- **Compte annexe de l'assainissement collectif**
- **Compte annexe de la régie funéraire**
- **Compte annexe de l'assainissement non collectif (SPANC)**

En application de l'article L.2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil municipal est invité à élire un président de séance pour le débat sur les comptes administratifs.

Monsieur MONDON René est, à l'unanimité, élu pour présider la séance.

Les Comptes Administratifs de l'année 2009 se présentent comme suit :

I – COMPTE PRINCIPAL DE LA VILLE

Libellé	Prévu	Réalisé	Reste à réaliser
FONCTIONNEMENT			
Dépenses	10 990 232.00	10 112 031.58	
Recettes	10 990 232.00	11 053 652.35	
Résultat de clôture		+ 941 620.77	
INVESTISSEMENT			
Dépenses	10 528 680.00	7 930 433.47	1 871 576.00
Recettes	10 528 680.00	7 372 525.45	1 808 143.00
Résultat de clôture		- 557 908.02	- 63 433.00
Résultat global		+ 383 712.75	- 63 433.00

Résultat net : + 320 279.75

II – COMPTE ANNEXE DU SERVICE DE L'EAU POTABLE

Libellé	Prévu	Réalisé	Reste à réaliser
FONCTIONNEMENT			
Dépenses	929 686.93	246 730.99	
Recettes	929 686.93	929 684.90	
Résultat de clôture		+ 682 953.91	
INVESTISSEMENT			
Dépenses	1 097 353.02	560 230.81	17 160.00
Recettes	1 097 353.02	484 443.85	
Résultat de clôture		- 75 786.96	- 17 160.00
Résultat global		+ 607 166.95	- 17 160.00

Résultat net de : + 590 006.95

III – COMPTE ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES

Libellé	Prévu	Réalisé	Reste à réaliser
FONCTIONNEMENT			
Dépenses	201 727.51	172 959.04	
Recettes	201 727.51	181 603.85	
Résultat de clôture		+ 8 644.81	
INVESTISSEMENT			
Dépenses	1 087 694.98	777 027.04	73 098.00
Recettes	1 087 694.98	869 592.57	204 075.00
Résultat de clôture		+ 92 565.53	+ 130 977.00
Résultat global		+ 101 210.34	+ 130 977.00

Résultat net de : + 232 187.34

IV – COMPTE ANNEXE DE LA RÉGIE FUNÉRAIRE

Section unique de fonctionnement :

	Prévu	Réalisé	Reste à réaliser
Dépenses	3 617.91	2 304.34	
Recettes	3 617.91	2 497.91	

Résultat de : + 193.57

Mairie des Avirons

IV – COMPTE ANNEXE DU SPANC

Libellé	Prévu	Réalisé	Reste à réaliser
FONCTIONNEMENT			
Dépenses	49 531.91	22 460.53	
Recettes	49 531.91	27 667.91	
Résultat de clôture		+ 5 207.38	
INVESTISSEMENT			
Dépenses	19 388.34	14 476.34	
Recettes	19 388.34	19 387.43	
Résultat de clôture		+ 4 911.09	
Résultat global		+ 10 118.47	

Résultat net de : + 10 118.47

Le Maire a ouvert les débats.

Monsieur GRONDIN Jacki a sollicité diverses explications techniques quant au niveau d'exécution des dépenses.

Les réponses ont été apportées.

Après présentation, explications et discussions sur les comptes, le Maire s'est retiré de la salle pour permettre au conseil de délibérer.

Le conseil municipal, sous la présidence de Monsieur MONDON René, président de séance, après examen des comptes, a délibéré et à la majorité absolue :

• **4 abstentions (M. GRONDIN Jacki - Mme CADERBY Colette – M. REMY Michel – Mme BETON Fernande) pour le compte principal**

• **1 abstention (M. GRONDIN Jacki) pour les comptes annexes de l'eau potable, de l'assainissement collectif, de la régie funéraire et du SPANC**

▪ A adopté les comptes administratifs du Maire pour l'exercice 2009 –compte principal et comptes annexes de l'eau, de l'assainissement, du service funéraire et du SPANC- tels que résumés en annexes

▪ A constaté pour l'ensemble des comptes les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation et au bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

▪ A reconnu la sincérité des restes à réaliser :

Compte principal :

Section de fonctionnement : - Recettes : Néant
- Dépenses : Néant

Section d'investissement : - Recettes : 1 808 143
- Dépenses : 1 871 576

Compte annexe de l'eau :

Section de fonctionnement : - Recettes : Néant
- Dépenses : Néant

Section d'investissement : - Recettes : Néant
- Dépenses : 17 160

Compte annexe de l'assainissement collectif :

Section de fonctionnement : - Recettes : Néant
- Dépenses : Néant

Section d'investissement : - Recettes : 204 075
- Dépenses : 73 098

Compte annexe du service funéraire :

Section unique de fonctionnement : Néant

Compte annexe du SPANC :

Section de fonctionnement : - Recettes : Néant
- Dépenses : Néant

Section d'investissement : - Recettes : Néant
- Dépenses : Néant

Le conseil municipal a arrêté les résultats définitifs des comptes tels qu'annexés et a déclaré toutes les opérations de l'exercice 2009 définitivement closes.

AFFAIRE N° 3 / Comptes de gestion de l'exercice 2009

- **Compte principal**
- **Compte annexe du service de l'eau potable**
- **Compte annexe de l'assainissement**
- **Compte annexe de la régie funéraire**
- **Compte annexe du SPANC**

Le conseil a été invité à se prononcer sur les comptes de gestion de Madame la Trésorière de SAINT LOUIS pour l'exercice 2009.

Les comptes de gestion présentés, tant pour le compte principal que pour les comptes annexes de l'eau, de l'assainissement, du service funéraire et du SPANC, donnent les résultats identiques à ceux des comptes administratifs du Maire.

Les résultats étant en tous points conformes, il a été proposé au conseil de donner quitus à Madame la Trésorière pour sa gestion au titre de l'exercice 2009.

Le conseil municipal, après s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2009 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titre de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par Madame la Trésorière principale, accompagnés des états de développement de

compte de tiers ainsi que l'état actif, l'état passif, l'état des restes à réaliser et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé les comptes administratifs de l'exercice 2009,

Après s'être assuré que Madame la Trésorière Principale a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2008, celui de tous les titres de recettes émis, celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'elle a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les comptes administratifs du Maire et de gestion de Madame la Trésorière Principale sont en concordance,

3) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009

2) Statuant sur le budget de l'exercice 2009 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,

3) Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

A l'unanimité :

- A déclaré que les **comptes de gestion** dressés pour l'exercice **2009** par Madame la Trésorière principale de SAINT LOUIS n'appellent ni observation, ni réserve de sa part,
- A donné quitus à Madame la Trésorière de SAINT LOUIS pour sa gestion 2009 des comptes communaux.

AFFAIRE N° 4 / Budget principal
- Affectation de résultat

L'exécution budgétaire de l'exercice 2009 a donné les résultats suivants :

- en section de fonctionnement : excédent de clôture de : **941 620,77 €**
- en section d'investissement : un déficit de clôture de : **557 908.02 €**

Après balance des restes à réaliser, la section d'investissement présente un déficit de clôture de : **621 341.02 €**

L'instruction M14 prévoit que le résultat de la section de fonctionnement doit couvrir en priorité les dépenses d'investissement.

Il a été proposé au conseil l'affectation suivante :

- **621 341.02 €** à porter lors du vote du budget supplémentaire à la section d'investissement – Art. 1068

- **320 279.75 €** à reprendre en section d'exploitation à la ligne 02 – Excédent reporté.

Invité à se prononcer, le conseil municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**, a décidé **d'affecter les résultats de fonctionnement 2009 du Budget principal** tel qu'arrêté ci-dessus.

& &
&

AFFAIRE N° 5 / Budget eau potable
- **Affectation de résultat**

L'exécution budgétaire de l'exercice 2009 a donné les résultats suivants :

- en section de fonctionnement : excédent de clôture de : **682 953,91 €**
- en section d'investissement : un déficit de clôture de : **75 786,96 €**

Après balance des restes à réaliser, la section d'investissement présente un déficit de : **92 946,96 €**.

L'instruction M49 prévoit que le résultat de la section de fonctionnement doit couvrir en priorité les dépenses d'investissement.

Il a été proposé au conseil l'affectation suivante :

=> **92 946,96 €** à porter lors du vote du BS à la section d'investissement –Article 1068 – Excédent capitalisé.

=> **590 006,95 €** à reprendre en section d'exploitation à la ligne 002 –Excédent reporté-.

Invité à se prononcer, le conseil municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**, a décidé **d'affecter les résultats de fonctionnement 2009 du budget de l'eau potable**, tel qu'arrêté ci-dessus.

& &
&

AFFAIRE N° 6 / Budget annexe de l'assainissement collectif
- **Affectation de résultat**

L'exécution budgétaire de l'exercice 2009 a donné les résultats suivants :

- en section de fonctionnement : excédent de clôture de : **8 644,81 €**
- en section d'investissement : un excédent de clôture de : **92 565,53 €**

Après balance des restes à réaliser, la section d'investissement présente un excédent de clôture de : **223 542,53 €**.

Compte tenu du solde global positif après balance des restes à réaliser, il a été proposé au conseil de maintenir la totalité de l'excédent d'exploitation, soit **8 644.81 €** en section de fonctionnement, à la ligne 002.

Invité à se prononcer, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, a décidé de maintenir la totalité de l'excédent d'exploitation 2009 du **budget de l'assainissement collectif**, soit **8 644.81 €**, en section de fonctionnement, à la ligne 002.

& &
&

**AFFAIRE N° 7 / Budget annexe de l'assainissement non collectif (SPANC)
- Affectation de résultat**

L'exécution budgétaire de l'exercice 2009 a donné les résultats suivants :

- en section de fonctionnement : excédent de clôture de : **5 207.38 €**
- en section d'investissement : un excédent de clôture de : **4 911.09 €**

Il n'y a pas de restes à réaliser.

Il a été proposé au conseil l'affectation suivante :

- **5 207,38 €** à reprendre en section d'exploitation à la ligne 002 – Excédent reporté.

Invité à se prononcer, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, a décidé d'**affecter les résultats de fonctionnement 2009 du budget du SPANC**, tel qu'arrêté ci-dessus.

& &
&

**AFFAIRE N° 8 / Eau potable
- Présentation du rapport annuel**

Conformément au décret n° 95-635 du 6 mai 1995, il a été porté à la connaissance du conseil municipal le rapport annuel afférent au prix et à la qualité de l'eau potable pour l'année 2009.

RAPPORT ANNUEL 2009

- Nature du service : exploitation par affermage
- Contrat approuvé le 19/12/97 avec une échéance au 31/12/2009.

Nouveau contrat en vigueur depuis le 1^{er}/01/2010 pour une durée de 10 ans

- Société fermière : la CISE

- Nombre d'habitants : 10 255

I – Indicateurs techniques

Ressources totales :

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
M3 produits	1 163 360	1 200 616	1 217 796	1 248 284	1 185 736	1 186 519
Evolution	+ 0,24 %	+ 3.20 %	+ 1.43 %	+ 2.50 %	- 5.01 %	+ 0.06 %

Détail des ressources

Ressources totales en m3 pour 2009		
Point de prélèvement	Nature des ressources utilisées	Volume m3/an
Cadet – Dussac – Fourcade	Eau de surface	149 545
Brûlé	Eau souterraine	55 843
Bananes	Eau de surface	244 819
Ruisseau	Eau de surface	268 770
La Moque et Lucas	Eau de surface	4 800
Bras Sec	Eau de surface	5 001
Azéma	Eau de surface	9 561
Sous total Ressources propres		738 339
Volume importé du Bras de Cilaos – Eau de surface		448 180
TOTAL RESSOURCES (Production + importation)		1 186 519

Volumes

	2008	2009	Variation
Volume produit	692 895	738 339	+ 6.56 %
Volume importé	492 840	448 180	- 9.06 %
Volume exporté vers St-Leu	23 60	29 755	+ 25.23 %
Volume mis en distribution	1 161 975	1 156 764	- 0.45 %

Consommation détaillée et nombre d'abonnés

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
M3 facturés clients	736 931	762 957	772 055	796 602	747 337	738 339
Volumes estimés	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
Total M3 consommés	766 931	792 957	802 055	826 602	777 337	768 339
Evolution %	+ 0.66	+ 4.09	+ 1.15	+ 3.06	- 5.96	- 1.15
Nombre de clients	3 320	3 521	3 750	3 915	4 068	4 119
Evolution %	+ 3.65	+ 6.06	+ 6,50	+ 4.4	+ 3.91	+ 1.24
M3 consommés/clients/an	222	217	206	211	191	186

Nombre de branchements communaux : 39

.../...

Rendement du réseau

Le rendement du réseau est de **71.23 % en 2009** contre **70.13 % en 2008**.

La longueur du réseau est de 87 km :

- acier	14 486 ml
- fonte :	44 128 ml
- PVC :	17 615 ml
- polyéthylène :	10 454 ml

Données relatives à la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau s'opère de deux façons : l'auto-contrôle par la société fermière et le contrôle par la DRASS.

- a) **L'auto-contrôle** est assuré directement par les fontainiers qui disposent de trousseaux d'analyses permettant de mesurer le chlore libre, le chlore total et la turbidité en tout point du réseau soit chez le particulier, soit à la sortie des réservoirs.

2 104 contrôles de ce type ont été réalisés en **2009**.

Cet auto-contrôle permet de vérifier le taux de désinfectant à la fois sur les sites de traitement ainsi que sur le réseau. Les résultats permettent de dégager un taux de conformité globale de **63 %**. De nombreuses non-conformités sont liées au dépassement de la norme de turbidité.

Pour améliorer ce paramètre, outre les désinfections sur place, il convient d'équiper les différents sites d'unités de traitement.

2) Le contrôle par la DRASS

Sur la base de l'article R1 321-1 et suivants : la Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales assure des prélèvements ponctuels. Les analyses sont réalisées par le laboratoire départemental d'épidémiologie et d'hygiène du milieu.

Dans les cas des résultats non-conformes sur les eaux de production ou de distribution chez les particuliers, la société fermière, avisée immédiatement, intervient très rapidement pour rétablir les dosages ou prendre les dispositions nécessaires à une restriction voire une interruption de la distribution.

70 analyses microbiologiques et **68 analyses physico-chimiques** ont été réalisées en **2009**.

.../...

Les résultats des analyses montrent :

- un taux de conformité microbiologique de 82.9 %
- un taux de conformité physico-chimique de 86.8 %.

Les informations de l'A.R.S. (Agence de Santé Océan Indien) sur la qualité de l'eau distribuée en 2009 ont été transmises aux élus.

II – Les indicateurs financiers

a) Le prix de l'eau

- Modalités de la tarification en 2009

La tarification comprend la part fermière et la part communale. La part fermière se subdivise en deux parties :

- une part fixe
- une part proportionnelle au volume réellement consommé.

La tarification est effectuée par tranche soit

- de 0 à 90 m³
- au-delà de 90 m³
- Partie fixe trimestrielle

Les volumes consommés sont constatés trimestriellement et il est procédé à 04 facturations par an avec 02 relevés des compteurs.

- Modalités d'évolution et de révision de cette tarification :

. Part communale :

Le montant de la surtaxe peut être révisé annuellement par délibération du conseil municipal. Son montant est de 0.4650 €. Au titre de l'année 2009, les recettes totales de surtaxes émises s'élèvent à 432 665.77 euros.

. Part fermière :

Les prix fixés par le délégataire font l'objet d'une révision deux fois par an :

- début du 1^{er} trimestre
- début du 2nd trimestre

La formule de révision est précisée à l'article 33 du cahier des charges approuvé le 19/12/97 et modifié par avenant en date du 07/08/98.

La recette annuelle facturée par le délégataire est de 699 038.36 €

.../...

a) Éléments relatifs au prix de l'eau :

Part délégataire au 31/12/2009

Tranches semestrielles	Prix H.T.
De 0 à 90 m ³	0.3871 €/m ³
Au-delà de 90 m ³	0.7543 €/m ³
Partie fixe semestrielle	23.91 €

Part communale

Par m ³ consommé	0.4650 €/m ³

L'ensemble de ces éléments est soumis au taux de TVA de 2.10%.

b) Travaux :

- Réalisés en 2009 au chapitre 23 : 229 414.73 €
- Restes à réaliser 2009 : 12 494.00 €

Les travaux réalisés en 2009 par la Commune ont notamment porté sur les **travaux** relatifs au renforcement du réseau sur le Quartier du Ruisseau Amont et sur le Chemin Joseph Baronce.

Pour l'exercice 2010, il est prévu de consacrer des crédits à la poursuite des travaux d'amélioration et d'extension du réseau.

c) Tableau d'évolution de la dette au 1^{er} janvier 2009 (voir annexe)

Après avoir obtenu quelques renseignements techniques complémentaires, le conseil municipal prend acte du **rapport annuel 2009** du service de l'**eau potable**.

& &
&

AFFAIRE N° 9 / Assainissement des eaux usées
- Présentation du rapport annuel 2009

Conformément au décret n° 95-635 du 6 mai 1995, il a été porté à la connaissance du conseil municipal les indicateurs techniques et financiers relatifs au service de l'assainissement des eaux usées pour l'année 2009.

Le service d'assainissement des eaux usées n'étant pas délégué, le rapport présenté ne contient que des informations sommaires.

RAPPORT ANNUEL 2009

- Service : Contrat d'assistance technique pour l'entretien du réseau et des postes de relèvement

- Prestataire : CISE

La facturation de la surtaxe fixée à 0.13 centimes le m³ au 1^{er} janvier 2009 est assurée gratuitement par la CISE conformément au contrat d'affermage de l'eau potable.

I – Indicateurs techniques

Les caractéristiques du réseau existant sont :

. Linéaire du réseau au 31/12/2009 : 16 960 ml

. Zones actuellement desservies :

Secteur du lycée, zone de l'ex-ferme, RD 11, Chemin de la Cheminée, Rue du Stade, Allée du Cimetière, Chemin Pavé, Lotissement Les Bananes, les Favriers et les Terrasses du Ruisseau, le complexe sportif, Lotissement Bassin Bleu, le Ruisseau Bois de Nêfles (zone de la ZAC-RHI), le Chemin Kerbel et le Sentier des Orangers, le Ruisseau amont (Chemin Edouard Rivière, Chemin Camille Roche, Ruelle des Mandarines, Lotissement Caffarel, Impasse des Avocats, Sentier Babillon et Impasse des Fleurs, Chemin Sincère Mazeau, Chemin Lacroix).

. 02 postes de refoulement

. Rejet à la station de Saint Leu

. Nombre de raccordés au 31/12/2009 : 909

. Volume rejeté au 31/12/2009 : 127 556 m³

.../...

Evolution

1) Nombre de clients

Année	Nombre
2004	421
2005	451
2006	652
2007	745
2008	837
2009	909

2) Volume rejeté

Année	M3
2004	114 173
2005	128 140
2006	133 191
2007	185 926
2008	125 071
2009	127 556

II – Les indicateurs financiers

a) La tarification :

- Modalités : facturation trimestrielle, soit 4 factures par an
- Révision : surtaxe communale suivant délibération du conseil municipal

La tarification ne comprend que la part communale. Les recettes émises au titre de l'année 2009 s'élèvent à la somme de 24 493.46 €.

La facturation selon une consommation de référence de 60 m3/trimestre se présente comme suit :

Surtaxe :

60 m 3 x 0.13 =	7.80 €
TVA 2.10 % =	0.16 €

Total TTC =	7.96 €

b) Les autres indicateurs financiers :

- Tableau d'évolution de la dette (**voir état joint**)

III – Travaux

- Réalisés 2009 : 716 934.68 €
- Restes à réaliser 2009 : 73 098.00 €

En 2009, les dépenses ont porté essentiellement sur la finalisation des travaux d'assainissement des eaux usées du Quartier du Ruisseau – Amont.

Après avoir obtenu quelques renseignements techniques complémentaires, le conseil municipal a pris acte du **rapport annuel** relatif au service de **l'assainissement collectif pour l'année 2009**.

& &
&

Mairie des Avirons

AFFAIRE N° 10 / Bilan des acquisitions et cessions immobilières 2009

Conformément à l'article 11 de la loi du 8 février 1995 relative aux marchés publics et délégations de service public, le conseil municipal a été invité à débattre du bilan des acquisitions et cessions immobilières réalisées au cours de l'exercice 2009. (cf. tableau annexé)

Il a été rappelé au conseil que ce bilan ne donne pas lieu à un vote.

Le conseil municipal a pris acte du bilan des acquisitions et cessions immobilières réalisées au cours de l'exercice 2009.

& &
&

(Voir annexe)

Mairie des Avirons

**AFFAIRE N° 11 / Formation des élus locaux
- Débat annuel 2009**

Le Maire a rappelé la **loi n° 2002-276 du 27 février 2002**, qui prévoit, en son **article 73-1**, que les actions de formation des élus financées par la Commune font l'objet d'un tableau annexé au compte administratif.

Ce tableau donne lieu à un débat annuel sur la formation des membres du conseil municipal.

Pour mémoire, il a été rappelé que :

- l'article L.2123-12 du CGCT pose le principe du droit à la formation.
- l'article L.2123-14 du CGCT limite le montant de la dépense totale de formation à un maximum de 20 % des indemnités de fonction allouées aux élus.

Durant l'année 2009, les actions de formation prises en charge par la Commune ont été :

Elu bénéficiaire	Intitulé de la formation	Montant de la dépense
M. Jean Daniel DENNEMONT	▪ Congrès de l'UNCCAS du 15 au 17 septembre 2009 à Paris	1 471.40 €

Invité à en débattre, le conseil municipal, après discussions, a pris acte des **actions de formations des élus**, financées par la Commune au cours de l'année **2009**.

& &
&

**AFFAIRE N° 12 / CIVIS
- Désignation des délégués de la Commune**

Le Maire a porté à la connaissance du conseil que, par arrêté préfectoral **n° 1046/SG/DRCTV/1 du 30 avril 2010**, le Préfet a modifié les statuts de la CIVIS dont notamment la composition du conseil communautaire.

.../...

Ainsi, pour la Commune, au regard de sa population, le nombre de délégués est fixé à :

- 05 titulaires
- 06 suppléants.

Le conseil a été invité à procéder à la désignation des délégués.

Il a été rappelé que l'article **L.5211-7 du CGCT** stipule que les délégués sont élus par le conseil municipal parmi ses membres, au scrutin secret à la majorité absolue.

Si après deux tours, aucun candidat n'a obtenu la majorité, le troisième tour a lieu à la majorité relative.

A l'appel de candidature, les candidats ont été les suivants :

TITULAIRES :

Michel	DENNEMONT
Alex	BENARD
Line Rose	BAILLIF
Jean Daniel	DENNEMONT
Jean Pierre	SERMANDE

SUPPLEANTS :

René	MONDON
Roseline	LUCAS
Raphaël	RIVIERE
Vincent	CLOTAGATIDE
Liliane	BARET
Monique	HEBERT

Il a été procédé au vote à bulletin secret.

Mme BAILLIF Line Rose, M. Jean Hugues LESQUELIN et M. Vincent CLOTAGATIDE ont été désignés scrutateurs.

Le dépouillement a donné les résultats suivants :

- Inscrits : 29
- Votants : 28
- Blancs ou Nuls : 04
- Suffrages exprimés : 24

Ont obtenu :

.../...

TITULAIRES :

Michel	DENNEMONT	24 voix
Alex	BENARD	24 voix
Line Rose	BAILLIF	24 voix
Jean Daniel	DENNEMONT	24 voix
Jean Pierre	SERMANDE	24 voix

SUPPLEANTS :

René	MONDON	24 voix
Roseline	LUCAS	24 voix
Raphaël	RIVIERE	24 voix
Vincent	CLOTAGATIDE	24 voix
Liliane	BARET	24 voix
Monique	HEBERT	24 voix

En conséquence, ont été désignés pour représenter la Commune à la CIVIS :

TITULAIRES (5) :

Michel	DENNEMONT
Alex	BENARD
Line Rose	BAILLIF
Jean Daniel	DENNEMONT
Jean Pierre	SERMANDE

SUPPLEANTS (6) :

René	MONDON
Roseline	LUCAS
Raphaël	RIVIERE
Vincent	CLOTAGATIDE
Liliane	BARET
Monique	HEBERT

& &
&

AFFAIRE N° 13 / CIVIS – Action « Compétence sociale »
- Approbation de la modification statutaire

Le Maire a porté à la connaissance du conseil que par délibération en date du 8 avril 2010, le conseil communautaire de la CIVIS a adopté le projet de modification de ses statuts au titre de l'article 3 –Alinéa 7 bis- relatif à la compétence « Action Sociale ».

.../...

Il a été rappelé l'article **L.5211-17 du CGCT** qui précise que les transferts de compétence sont décidés par délibérations concordantes de l'organe communautaire délibérant et des conseils municipaux. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur les transferts proposés. A défaut, sa décision est réputée favorable.

La modification proposée a été la suivante :

Outre l'obligation réglementaire relative à l'analyse des besoins sociaux (art. R.123-1 du CASF), ainsi que la mission principale confiée au CIAS de coordonner et d'animer sur son territoire une action générale de prévention et de développement social en lien avec les institutions publiques et privées (**Art. L.123-5 du CASF**), l'action sociale d'intérêt communautaire se définit dorénavant par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques :

1) Pour la cohésion sociale et la solidarité, par le biais de dispositifs inhérents :

• A la problématique logement/habitat :

- ⇒ Création, gestion et entretien de structures d'hébergement tels que notamment centres d'hébergement et d'accueil d'urgence, services d'hébergement et d'accueil temporaire, résidences sociales, maisons relais, centre d'hébergement et de réinsertion sociale, LHSS...
- ⇒ Actions en faveur de l'accompagnement psycho social individualisé et collectif dans le cadre de l'accession ou du maintien au logement,
- ⇒ Participation au portage de dispositifs améliorant les conditions d'habitat et de vie des publics fragilisés.

• Au champ de l'insertion et de l'économie solidaire :

- ⇒ Accompagnement individuel et collectif des jeunes dans le cadre de leurs cursus de formation initiale, de qualification ou de professionnalisation,
- ⇒ Initiation et gestion de micro et macro projets ayant pour finalité l'inclusion des publics en difficulté en partenariat avec les acteurs institutionnels de droit commun et associatifs.

• Au développement local et toute action favorisant le lien social.

2) En faveur de la petite enfance et de la jeunesse

- ⇒ Gestion des établissements d'accueil des jeunes enfants (EAJE) existants (dont les centres multi accueil *Anne Mousse* à l'Etang Salé et *Moulin à Café* à Saint Pierre) et nouvellement créés à compter de 2011,

.../...

- ⇒ Gestion des micro-crèches nouvellement créées à compter de 2011, conformément au « Plan crèches » signé entre l'Etat, le Conseil Général, la CAF Réunion et l'AMDR en 2007 ,
- ⇒ Création et gestion des structures innovantes et expérimentales issues des évolutions législatives (ex : jardin d'éveil)
- ⇒ Gestion de relais d'assistantes maternelles,
- ⇒ Création et gestion des lieux d'accueil parents enfants
- ⇒ Mise en place des accueils de loisirs à portée intercommunale favorisant les échanges entre les jeunes enfants des communes membres
- ⇒ Action intercommunale d'animation de la petite enfance et de la jeunesse

Il convenait de noter que les structures précitées pourront être gérées directement ou par délégation confiée à un organisme extérieur.

3) De gérontologie et de handicap

- ⇒ Gestion du service de soins infirmiers à domicile, création de SSIAD Alzheimer,
- ⇒ Initiation, création et mise en place d'instances de coordination gérontologique,
- ⇒ Participation ou mise en œuvre d'actions intercommunales et locales d'animation et d'accompagnement en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées, notamment dans le cadre du maintien à domicile.

4) Des missions transversales

- ⇒ Soutien financier et en ingénierie aux associations oeuvrant dans le champ de la lutte contre les exclusions et de l'urgence sociale, de l'enfance et de la jeunesse, des personnes âgées et des personnes en situation de handicap,
- ⇒ Conceptualisation et mise en place de ressources en vue d'optimiser l'expertise sociale notamment en proposant des espaces d'analyse de pratiques, de capitalisation de savoirs et de données, en créant un observatoire social favorisant le développement de projets adaptés et pertinents sur les micros territoires,
- ⇒ Création, gestion ou financement de services ou établissements à caractère social, médico-social et sanitaire gérés directement ou délégués à un organisme extérieur,
- ⇒ Gestion du village des sources, centre de vacances à vocation sociale situé à Cilaos,
- ⇒ Participation à toute action développée par les principaux partenaires (Conseil Général, DRASS, CAF, ADI, Missions locales...) de l'action sociale et de l'insertion.

L'intégralité de la compétence d'action sociale ainsi modifiée est transférée au Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS).

Les communes et les CCAS conserveront leurs compétences en matière d'aides et d'action sociale à l'exclusion de celles relevant de l'intérêt communautaire tel que défini précédemment.

Invité à se prononcer, le conseil municipal, après discussions, a délibéré et, à **l'unanimité**, a approuvé la modification statutaire de la CIVIS, relative à l'action « compétence sociale », telle que proposée.

& &
&

AFFAIRE N° 14 / CIVIS

- Convention pour l'organisation et l'exécution du service Transport périscolaire

Le Maire a rappelé au conseil que, en qualité d'autorité organisatrice, la CIVIS a, depuis le 1^{er} janvier 2010, la compétence en matière de transports périscolaires sur la Commune.

Pour prendre en charge ces transports, la CIVIS doit modifier certains marchés relatifs à ces activités et préparer un nouveau marché de transports spécifique aux écoles communales.

Dans un souci de maintien du service, la Commune assure l'organisation et le financement de ces transports jusqu'à la fin de l'année scolaire 2009/2010.

Aux fins de régulariser administrativement la situation, le conseil municipal a été invité à approuver la convention confiant ce service à la Commune et le cas échéant, autoriser le Maire à la signer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à **l'unanimité** :

- A approuvé la convention à intervenir avec la CIVIS et confiant à la Commune l'organisation et l'exécution du service Transport périscolaire jusqu'à la fin de l'année scolaire 2009/2010.
- A autorisé le Maire, ou en son absence le 1^{er} Adjoint, à signer le document contractuel correspondant.

& &
&

.../...

AFFAIRE N° 15 / Marchés publics
- Guide de procédure interne

Le Maire a rappelé que, par **délibération n° 11 en date du 5 mars 2010**, le conseil municipal a approuvé le guide interne des procédures adaptées pour les achats de la Commune.

Suite à une erreur administrative, il convenait pour le conseil de se prononcer à nouveau sur ce document.

Pour mémoire, il a été rappelé qu'il appartient à la personne publique de déterminer les modalités de publicité et de mise en concurrence adaptées au montant et à la nature des travaux, des fournitures ou des services en cause lorsque les marchés sont passés en procédure adaptée.

La procédure retenue devra respecter les principes généraux fixés à l'article 1^{er} du code : liberté d'accès à la commande publique, égalité de traitement des candidats et transparence des procédures.

L'achat sera considéré comme effectué dans des conditions satisfaisantes, au regard des principes susvisés de la commande publique, si les moyens de publicité utilisés permettent aux prestataires potentiels d'être informés de l'intention d'acheter et du contenu de l'achat. Ces moyens seront déterminés en fonction notamment du montant, de la nature, de la complexité et de l'urgence du besoin.

Etant préalablement rappelé que l'évaluation du montant des besoins de la collectivité pour les fournitures et les services, à comparer aux seuils, s'effectue de la manière suivante : pour les marchés inférieurs à un an, la valeur totale sur l'année des fournitures ou des services pouvant être considérés comme homogènes soit en raison de leurs caractéristiques propres, soit parce qu'ils constituent une unité fonctionnelle. Aux fins de délimiter l'homogénéité des fournitures ou services, il a été proposé au conseil de maintenir la nomenclature de référence actuelle.

Il a été proposé au conseil de retenir les procédures adaptées suivantes :

A – POUR LES FOURNITURES ET SERVICES

▪ De 0 à 4 000 euros Hors Taxe :

Les marchés peuvent être passés sans publicité. En conséquence, pour les achats de fournitures et de services considérés comme homogènes, il est possible de s'adresser directement au fournisseur de son choix.

.../...

▪ **De plus de 4 000 euros Hors Taxe à 20 000 euros Hors Taxe :**

Affichage en mairie et/ou diffusion sur le site de dématérialisation de la Commune des avis d'achats et consultation orale de plusieurs fournisseurs –deux au minimum (sauf situation monopolistique)- avec exigence d'une offre écrite.

▪ **De plus de 20 000 euros Hors Taxe à 50 000 euros Hors Taxe :**

Affichage en mairie et/ou diffusion sur le site de dématérialisation de la Commune des avis d'achats et consultation écrite de plusieurs fournisseurs –deux au minimum (sauf situation monopolistique)- avec exigence d'une offre écrite.

▪ **De plus de 50 000 euros Hors Taxe à 90 000 euros Hors Taxe :**

Affichage en mairie et/ou diffusion sur le site de dématérialisation de la Commune des avis d'achats et consultation écrite obligatoire d'au moins trois fournisseurs (sauf situation monopolistique), l'écrit comporte au minimum les indications figurant dans l'avis.

▪ **De plus de 90 000 euros Hors Taxe au seuil de procédure formalisée** (actuellement, ce seuil a été fixé à 193 000 euros Hors Taxe par décret n° 2009-1702 du 30 décembre 2009).

Diffusion sur le site de dématérialisation. Obligatoirement, la publication d'un avis d'appel public à la concurrence à minima dans un journal d'annonces légales avec remise d'un dossier de candidature comportant au minimum un acte d'engagement, un cahier des clauses particulières et un règlement de la consultation.

Les marchés réalisés dans cette tranche feront également l'objet d'une numérotation et seront ainsi identifiés dans le cadre des procédures de contrôles hiérarchisés mises en place au sein de la Trésorerie.

De plus, au cas par cas, le pouvoir adjudicateur apprécie si, compte tenu de la nature ou du montant des travaux en cause, une publication dans un journal spécialisé correspondant au secteur économique concerné est nécessaire.

B – POUR LES TRAVAUX

Il est précisé que la valeur à prendre en compte est la valeur globale des travaux se rapportant à une opération portant sur un ou plusieurs ouvrages.

▪ **De 0 à 4 000 euros Hors Taxe :**

Les marchés peuvent être passés sans publicité. En conséquence, pour les achats de fournitures et de services considérés comme homogènes, il est possible de s'adresser directement au fournisseur de son choix.

▪ **De plus de 4 000 euros Hors Taxe à 20 000 euros Hors Taxe :**

Affichage en mairie et/ou diffusion sur le site de dématérialisation de la Commune des avis d'achats et consultation orale de plusieurs fournisseurs –deux au minimum (sauf situation monopolistique)- avec exigence d'une offre écrite.

▪ **De plus de 20 000 euros Hors Taxe à 50 000 euros Hors Taxe :**

Affichage en mairie et/ou diffusion sur le site de dématérialisation de la Commune des avis d'achats et consultation écrite de plusieurs fournisseurs –deux au minimum (sauf situation monopolistique)- avec exigence d'une offre écrite.

▪ **De plus de 50 000 euros Hors Taxe à 90 000 euros Hors Taxe :**

Affichage en mairie et/ou diffusion sur le site de dématérialisation de la Commune des avis d'achats et consultation écrite obligatoire d'au moins trois fournisseurs (sauf situation monopolistique), l'écrit comporte au minimum les indications figurant dans l'avis.

▪ **De plus de 90 000 euros Hors Taxe à 1 000 000 euros Hors Taxe :**

Diffusion sur le site de dématérialisation. Obligatoirement la publication d'un avis d'appel public à la concurrence à minima dans un journal d'annonces légales avec remise d'un dossier de candidature comportant au minimum un acte d'engagement, un cahier des clauses particulières et un règlement de la consultation.

Les marchés réalisés dans cette tranche feront également l'objet d'une numérotation et seront ainsi identifiés dans le cadre des procédures de contrôles hiérarchisés mises en place au sein de la Trésorerie.

De plus, au cas par cas, le pouvoir adjudicateur apprécie si compte tenu de la nature ou du montant des travaux en cause, une publication dans un journal spécialisé correspondant au secteur économique concerné est nécessaire.

L'ouverture, l'analyse des offres et l'attribution de ces marchés sera faite par le représentant du pouvoir adjudicateur.

▪ **De plus de 1 000 000 euros Hors Taxe au seuil de procédure formalisée (seuil fixé actuellement à 4 845 000 euros Hors Taxe par décret n° 2009-1702 du 30/12/2009) :**

Diffusion sur le site de dématérialisation. Obligatoirement la publication d'un avis d'appel public à la concurrence dans un journal d'annonces légales avec remise d'un dossier de candidature comportant au minimum un acte d'engagement, un cahier des clauses particulières, un cahier des clauses techniques, un bordereau de prix et un règlement de la consultation.

Les marchés réalisés dans cette tranche feront également l'objet d'une numérotation et seront ainsi identifiés dans le cadre des procédures de contrôles hiérarchisés mises en place au sein

de la Trésorerie. Examen des offres par une commission dont la composition et le fonctionnement seront identiques à la commission d'appel d'offres actuelle. Cette commission émettra un avis simple. Il appartiendra au représentant du pouvoir adjudicateur de prendre la décision d'attribution.

De plus, au cas par cas, le pouvoir adjudicateur apprécie si compte tenu de la nature ou du montant des travaux en cause, une publication dans un journal spécialisé correspondant au secteur économique concerné est nécessaire.

Au-delà des seuils sus-visés, il sera fait application des règles de publicité et de mise en concurrence définies au code des marchés publics.

Un support publicitaire est indiqué selon les différentes tranches d'achats concernés. Quel que soit le support retenu, les avis doivent contenir les mentions minimales suivantes :

- L'identification de la personne publique,
- L'objet du marché,
- Le lieu d'exécution,
- Le service et/ou la personne à contacter pour retirer le dossier de candidature ou obtenir les renseignements nécessaires à la remise de l'offre,
- Les modalités de remise de l'offre et/ou de la candidature,
- Les critères de pondération,
- La date et l'heure limites et le lieu de dépôt de l'offre.

Invité à se prononcer, le conseil municipal, après discussions, a délibéré et, à l'unanimité, a approuvé le guide interne des procédures adaptées pour les achats de la Commune, tel que modifié.

AFFAIRE N° 16 / DGE 2010
Acquisition d'un camion
- Approbation du plan de financement

Le conseil a été informé de la nécessité d'équiper les services techniques communaux d'un camion équipé d'un plateau benne et d'une grue.

Le coût prévisionnel est fixé à **193 000 € HT**.

Le Maire a sollicité un financement à hauteur de **60 %** au titre de la **DGE 2010**, soit le plan de financement suivant :

Montant : 193 000 € HT

Financement :

- DGE 2010 60 % 115 800 €
- Commune 40 % 77 200 €

Le conseil municipal a été invité à :

- Approuver l'opération proposée
- Approuver le plan de financement correspondant
- Autoriser le Maire, et en son absence, le 1^{er} adjoint, à poursuivre la constitution du dossier de demande de subvention et à signer toute pièce utile à l'aboutissement de cette affaire.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- A approuvé l'acquisition d'un camion équipé d'un plateau benne et d'une grue
- A approuvé le plan de financement correspondant, soit :

Montant de l'opération : 193 000 € HT

Financement :

• DGE 2010	60 %	115 800 €
• Commune	40 %	77 200 €

- A autorisé le Maire, et en son absence, le 1^{er} adjoint, à poursuivre la constitution du dossier de demande de subvention et à signer toute pièce utile à l'aboutissement de cette affaire.

AFFAIRE N° 17 / Création de la Médiathèque
Fonds Exceptionnel d'Investissement 2010
- Approbation du plan de financement

Le conseil a été informé que dans le cadre du Fonds Exceptionnel d'Investissement créé par la loi pour le développement économique des Outre-Mer, la Commune a sollicité par courrier en date du 25 janvier 2010 un financement pour la réalisation de la médiathèque.

Le 11 mai 2010, la Ministre chargée de l'Outre-Mer a fait part à la collectivité de l'octroi d'une subvention.

Le conseil municipal a été invité à approuver le plan de financement correspondant, soit :

Montant de l'opération : 2 193 702.35 € HT

Financement :

• Etat – F.E.I 2010	400 000.00
• Etat DRAC	502 165.00
• Conseil Général – CCC 2008-2010 – Priorités Départementales	557 231.00
• Commune	734 306.35

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**, a approuvé le plan de financement de l'opération « **Création de la Médiathèque** » tel que proposé.

& &
&

AFFAIRE N° 18 / Budget Ville 2010
- **Décision modificative n° 1**

Le conseil municipal a été invité à se prononcer sur le projet de décision modificative au compte principal 2010 tel que présenté :

En section d'investissement :

Recettes : + 48 000

▪ Chap. 13 – Subvention d'investissement

Art. 1331 – F822 – Etat DGE + 48 000

Dépenses : + 48 000

▪ Chap. 21 – Immobilisations corporelles

Art. 2182 – F0202 – Matériel de transport + 48 000

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité** :

- A autorisé l'exécution au niveau du chapitre

- A approuvé la **décision modificative N° 1 au compte principal**, telle que présentée.

& &
&

AFFAIRE N° 19 / Personnel communal
- **Modification du tableau des effectifs**

Le conseil municipal a été invité à se prononcer sur les modifications du tableau des effectifs telles que listées ci-dessous :

FILIERE ADMINISTRATIVE

Créations

▪ Rédacteur principal 02

Suppression

▪ Rédacteur 02

.../...

FILIERE TECHNIQUE

Créations

- Ingénieur subdivisionnaire 01
- Contrôleur de travaux 01
- Agent de maîtrise 07
- Adjoint technique 1^{ère} classe 06

Suppression

- Ingénieur principal 01
- Adjoint technique principal 2^{ème} classe 04
- Adjoint technique de 2^{ème} classe 11

FILIERE SPORTIVE

Création

- Opérateur des activités physiques et sportives principal 01

Suppression

- Opérateur ASP qualifié 01

FILIERE CULTURELLE

Création

- Assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques de 2^{ème} classe 01

Suppression

- Adjoint du patrimoine 2^{ème} classe 01

FILIERE ANIMATION

Création

- Adjoint territorial principal d'animation 2^{ème} classe 01

Suppression

- Adjoint territorial d'animation 1^{ère} classe 01

FILIERE POLICE MUNICIPALE

Création

- Chef de service de police municipale de Classe supérieure 01
- Brigadier Chef principal 01

Suppression

- Chef de service de police municipale de classe normale 01
- Brigadier 01

Les créations et suppressions ne seront effectives qu'au fur et à mesure des nominations et sorties effectives des effectifs communaux.

Invité à se prononcer, le conseil municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**, a décidé de modifier le tableau des effectifs communaux, tel que proposé.

Le Maire a précisé que les crédits nécessaires étaient inscrits au chapitre 012 du compte principal.

& &
&

AFFAIRE N° 20 / Régime indemnitaire

- Mise en place de la prime de service et de rendement

Le Maire a proposé au conseil municipal de compléter le régime indemnitaire du personnel communal par la mise en place de la Prime de Service et de Rendement dont les modalités sont définies au décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009.

Principe général : Au regard du principe de parité avec les agents de l'Etat, la P.S.R. est directement transposable aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux, des techniciens supérieurs territoriaux et contrôleurs territoriaux de travaux.

Sur cette base, la mise en place de la prime peut être décidée par l'assemblée délibérante de la collectivité qui sera tenue de respecter les montants annuels maximaux précisés par l'arrêté ministériel du 19/12/2009 et de fixer les critères d'attribution.

Il appartiendra ensuite au Maire de déterminer les montants individuels.

Le conseil municipal a été invité à instituer la P.S.R. selon les modalités ci-après :

Bénéficiaires potentiels : agents titulaires et stagiaires relevant des grades ci-dessous :

Grades	Montant annuel de base	Montant annuel individuel maximum (double du taux annuel de base)
Ingénieur	1 659	3 318
Contrôleur de travaux	986	1 972

- Fixation du crédit global = taux annuel de base X nombre d'éligibles dans le grade

Ingénieur : 1 659 €
Contrôleur de travaux : 1 972 €

Si l'agent est seul dans son grade, il pourra percevoir le montant annuel individuel maximum et ainsi dépasser le crédit global.

Les critères d'attribution :

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, le conseil municipal doit fixer les critères individuels d'attribution. Il a été proposé au conseil de retenir les critères suivants :

- Responsabilités et sujétions spéciales
- Manière de servir de l'agent
- Animation d'une équipe
- Agents à encadrer
- Charge de travail
- Disponibilité de l'agent.

L'attribution individuelle est décidée par l'autorité territoriale par arrêté individuel.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité** :

- A institué la **Prime de Service et de Rendement** selon les modalités ci-dessus
- A fixé les critères individuels d'attribution, tels que proposés
- A pris acte de la compétence du Maire quant au choix des agents concernés et quant à la fixation du montant des attributions individuelles correspondantes.

& &
&

AFFAIRE N° 21 / A.E.U. - STEP Bois de Nèfles

- **Approbation de la convention d'utilisation des ouvrages communs**
- **Autorisation de signature**

Il a été rappelé au conseil municipal que la Commune des AVIRONS doit raccorder son réseau d'assainissement des eaux usées à la nouvelle station d'épuration de Bois de Nèfles.

Aux fins de cadrer juridiquement ce traitement, le conseil municipal a été invité à approuver les termes de la convention à intervenir avec la Commune de SAINT LEU et annexée à la présente délibération.

Le Maire a souligné deux points principaux :

- Une participation financière des AVIRONS au titre des investissements. Cette part correspondra au montant des annuités d'emprunts contractés par la Commune de SAINT LEU multiplié par le coefficient d'utilisation par les AVIRONS
- Une participation financière au titre du fonctionnement à payer directement au fermier de la Commune de SAINT LEU.

Le conseil municipal a été invité à se prononcer. En cas d'approbation, à autoriser le Maire, ou en son absence le 1^{er} adjoint, à signer la convention.

Monsieur GRONDIN Jacki a demandé si la Commune a été associée aux différentes décisions relatives à la réalisation de la STEP.

Le Maire a répondu que la Commune a participé aux diverses réunions de travail. Les options définitives ont toutefois été prises par la Commune de SAINT LEU.

Monsieur GRONDIN a proposé de compléter l'article 7 par l'introduction d'un droit de regard de la Commune des AVIRONS sur les investissements futurs.

Le Maire a répondu que la Commune ne peut imposer des exigences. Néanmoins, sur ce point, il est prévu l'accord préalable des conseils municipaux.

Monsieur GRONDIN a précisé qu'il n'était pas question d'exigence, mais d'apport d'expertise.

Le conseil municipal, après discussions, a délibéré et, **à l'unanimité** :

- A approuvé la convention d'utilisation des ouvrages communs de la Station d'Épuration de Bois de Nèfles à SAINT LEU, telle que proposée
- A autorisé le Maire, et en son absence le 1^{er} Adjoint, à signer le document contractuel correspondant.

& &
&

AFFAIRE N° 22 / Mise à la réforme de véhicules communaux

Le Maire a informé le conseil municipal qu'il convenait de mettre à la réforme les véhicules communaux suivants :

.../...

Désignation	Immatriculation	Date de 1 ^{ère} mise en circulation	Km	Affectation
Camion benne UNIC	47 AMH 974	11/09/1992	111 816	Serv. Technique
Camion benne IVECO	634 BEA 974	30/05/1997	112 877	Technique
CITROEN BERLINGO	478 BFG 974	20/04/1998	196 447	Technique (cantine anciennement)
Camionnette PEUGEOT	228 BBT 974 *	18/10/1995	157 246	Technique
CITROEN XSARA	805 BKV 974 *	30/05/2001	182 175	Technique

- **La mise effective à la réforme n'interviendra qu'au moment du remplacement sur place des véhicules concernés.**

En conséquence, il a été proposé au conseil municipal de retirer lesdits véhicules de l'inventaire communal.

Ils seront vendus en l'état ou en qualité d'épaves.

Invité à se prononcer, le conseil municipal, après discussions, a délibéré et, à l'unanimité, a décidé de retirer les véhicules sus-visés de l'inventaire communal.

& &
&

AFFAIRE N° 23 / Information du conseil municipal dans le cadre de sa délégation de pouvoirs au Maire

Le Maire a informé le conseil des décisions qu'il a prises dans le cadre de ses pouvoirs délégués.

Marchés publics : MAPA

Le listing des dépenses engagées dans le cadre de l'article L.2122-22 du CGCT a été mis à disposition à la Direction Générale des Services.

.../...

Alinéa 4 de l'article L.2122-22 du CGCT

Le Maire a informé le conseil des avenants qu'il a signés dans le cadre de ses pouvoirs délégués par délibération du 27 mars 2009 (Voir liste annexée).

Délivrance de concessions dans le cimetière :

Le listing des concessions délivrées dans le cimetière a été mis à disposition à la Direction Générale des Services.

Droit de préemption : Le Maire a informé le conseil qu'il n'a pas jugé utile d'exercer le droit de préemption de la Commune sur les intentions de vente désignées ci-après :

Réf. Cadast.	Surface	P.O.S.	Situation	Propriétaire
AA 938	Terrain : 5881 m ² Appt : 71 m ²	UC	GICQUEL Henri Roger Joseph Marie	Av. Général de Gaulle
AR 1367	622 m ²	UD	RIVIERE Sylvio	Chemin de Ligne
AR 1372	394 m ²	UD	RIVIERE Sylvio	Chemin de Ligne
AR 1369	456 m ²	UD	RIVIERE Sylvio	Chemin de Ligne
AD 1311 AD 1312	433 m ²	UD	BENARD Jean Marc	3 Chemin des Troènes
AD 1079	452 m ²	UC	PAYET René Michel	8 Rue des Hortensias
AS 1091 AS 1128 AS 1129	1245 m ²	1 NAu	HOARAU Marie Andrée	37 Imp. Jacky FORT Rés. Les 5 Epices Bât. E - Cannelle
AM 1548	453 m ²	UC	CADET Joseph Joël	16 Bis Ch. Camille Roche
AS 747	1088 m ²	UA	LEGRAND Robert	96 Av. Général de Gaulle
AE 110	573 m ²	1 NAu	DIJOUX Emmanuel	31 Lot. Miel Vert

AM 975	954 m ²	UC	FALISE Laurent	83 Chemin Kerbel
AO 926 AO 791	691 m ²	UD	RIVIERE Adélia	5 Chemin Dozenval
AS 355	739 m ²	UA	FILO Mariette	Bois de Nèfles
AM 1466	Terrain : 1644 m ² Appt : 144 m ²	ZBa	SODEGIS	1 Ch. Bois de Nèfles
AM 1281 AM 1282	1227 m ²	ZCa	MAZEAU Rufine	Chemin Merlo
AR 1378	500 m ²	UD	RIVIERE David	70 Chemin de Ligne
AR 1040 AR 1041	Terrain : 877 m ² Appt : 49 m ²	UC	MNJ CONSTRUCTION	Sentier des Jacquiers
AR 1370	422 m ²	UD	RIVIERE Sylvio	Chemin de Ligne

Toutes les questions de l'ordre du jour étant épuisées, lecture a été donnée du présent procès-verbal que tous les membres ont signé et le Maire a levé la séance.

Pour expédition conforme,

Le secrétaire de séance
Vincent CLOTAGATIDE

Le Maire,
Michel DENNEMONT